ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 30 décembre 1974, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "instaurant la licence de commissionnaire de transport", a donné le 24 février 1975 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 30e december 1974 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot invoering van de vergunning van vervoercommissionair", heeft de 24e februari 1975 het volgend advies gegeven :

La loi du 26 juin 1967 relative au statut des auxiliaires de transport de marchandises permet au Roi de subordonner à la possession d'une licence l'exercice de certaines professions auxiliaires de transport de marchandises (article 2).

La licence ne sera octroyée que moyennant la réalisation de conditions que le Roi déterminera, dans les limites fixées par la loi, après avoir pris l'avis de comités consultatifs.

Ces conditions concerneront soit le demandeur lui-même ou la personne chargée de la gestion de l'entreprise, telles les conditions relatives à l'absence de certaines condamnations ou à la compétence professionnelle, soit l'entreprise, telles les conditions relatives aux locaux où s'exerce la profession, ou les capacités financières.

La licence pourra être refusée, suspendue ou retirée dans les cas prévus par la loi, à la suite d'une procédure fixée par le Roi. Cette procédure devra assurer les droits de la défense et organiser un recours administratif.

Les comités consultatifs donneront leur avis tant sur l'octroi d'une licence que sur le refus, la suspension ou le retrait de celle-ci.

Le Roi pourra arrêter diverses mesures dont l'objet est prévu par la loi et qui concernent, notamment, l'obligation de fournir des renseignements statistiques

.../...

ou de se soumettre à des enquêtes et à des contrôles, et le taux des redevances à percevoir au profit de l'Etat.

L'arrêté royal en projet, se fondant sur la loi du 26 juin 1967 dont les principales dispositions viennent d'être indiquées, a pour objet d'instituer la licence de commissionnaire de transport. C'est la première fois que des activités d'auxiliaires de transport de marchandises sont réglementées conformément à la loi précitée.

Au sens de la loi et, dès lors, pour l'application de l'arrêté en projet, "est réputée commissionnaire de transport, toute personne physique ou morale qui, moyennant rémunération, s'engage à effectuer un transport de marchandises et fait exécuter ce transport en son propre nom par des tiers" (article 1er de la loi).

Le projet subordonne à la possession d'une licence l'exercice des activités de commissionnaire-expéditeur (article 1er), définit les conditions d'octroi de la licence, conditions relatives aux personnes et aux entreprises (articles 2 à 5), règle les procédures d'octroi de la licence (articles 6 à 10), de retrait et de suspension (article 11), organise les recours (article 12), précise les obligations des titulaires (articles 13 et 14), fixe les redevances (article 15), prévoit des mesures transitoires et de dispense (articles 16 et 17) et des mesures tendant à la protection des titres ou appellations (article 19).

*

* *

.../...

Intitulé.

L'intitulé suivant est proposé :

"Arrêté royal créant la licence de commissionnaire de transport".

Préambule.

Au préambule, il doit être fait mention de l'accord du Secrétaire d'Etat au Budget avec mention de la date à laquelle cet accord a été donné (13 février 1975).

*

Par ailleurs, l'alinéa 2, qui ne constitue en aucune manière le fondement de l'arrêté royal, peut être omis sans inconvénient.

Dispositif.

L'intitulé du chapitre Ier gagnerait à être rédigé comme suit : "Dispositions générales".

Il conviendrait que les intitulés qui précèdent chacun des articles 2 à 5 soient omis.

.../...

Article 1er.

Le texte suivant est proposé pour le paragraphe 1er de cet article :

"§ 1er. Nul ne peut ..., définies par l'article 1er, 1°, de la loi du 26 juin 1967 relative au statut des auxiliaires de transport de marchandises, s'il n'est ... par le Ministre des Communications ou son délégué".

L'expression "Ministre des Communications ou son délégué" doit être utilisée uniformément dans tout le projet.

§ 2. Il n'est pas correct d'écrire que les activités de commissionnaire de transport sont exercées par les sièges d'une entreprise. Le projet vise l'hypothèse où ces activités sont exercées dans des succursales.

La rédaction suivante est proposée :

"§ 2. Lorsque les activités de commissionnaire de transport sont exercées dans des sièges différents d'une entreprise dépendant d'une même personne physique ou morale, il doit être demandé une licence par siège d'exploitation. Le demandeur établit dans sa demande, sous sa propre responsabilité, la liste de ses sièges d'exploitation".

§ 3. Le texte suivant est proposé :

.../...

"§ 3. La licence est personnelle et incessible".

§ 4. Cette disposition écarte de l'application de l'arrêté en projet "l'activité consistant pour un transporteur routier à céder du fret à un autre transporteur routier ou à un commissionnaire de transport" pour autant que la cession s'opère dans les conditions prévues au projet.

Ou l'activité visée par le paragraphe 4 correspond à la définition de l'activité du commissionnaire de transport donnée dans l'article 1er de la loi, ou elle n'y correspond pas.

Dans la première hypothèse, on n'aperçoit pas comment le Roi, dès lors qu'Il décide de subordonner à la possession d'une licence l'exercice d'une des activités définies par la loi, pourrait faire un choix parmi ces activités et décider que telle activité ou tel aspect de cette activité ne tombe pas sous l'application de la loi. En effet, la loi du 26 juin 1967 ne donne au Roi d'autre pouvoir que celui de décider si l'exercice des activités définies dans l'article 1er sera subordonné à la possession d'une licence; elle ne lui permet pas d'excepter de l'application de la loi telle ou telle modalité d'exercice de l'activité légalement définie.

.../...

Nonobstant toute la souplesse dont le législateur a permis qu'il soit fait application dans l'exécution de la loi, l'article 67 de la Constitution s'oppose à ce que le Roi suspende les lois ou dispense de leur application.

Dans la seconde hypothèse -celle où l'activité décrite au paragraphe 4 ne rentrerait pas dans la définition de l'activité donnée dans l'article 1er de la loi- le paragraphe 4 est inutile puisque, par hypothèse, la loi ne serait pas applicable à ce cas.

Par ailleurs, il y a une contradiction à exclure de l'application de l'arrêté en projet l'exercice de l'activité décrite au paragraphe 4, en imposant, comme conditions de l'exclusion, des conditions que la loi ou l'arrêté en projet imposent aux titulaires d'une licence (§ 4, b et c). De plus, si cette activité se situe en dehors du champ d'application de la loi et si, par conséquent, aucune disposition légale ne la réglemente, le principe de la liberté du commerce et de l'industrie s'oppose à ce que des dispositions réglementaires en limitent l'exercice.

En fait, il n'arrive jamais qu'un transporteur routier limite son activité à celle de simple transporteur, de "voiturier". Dans la pratique, le fret est toujours accepté, quitte, pour le transporteur, à le céder en tout ou en partie à un autre transporteur, mais en son propre nom, ce qui constitue l'activité de commissionnaire de transport au sens de la loi du 26 juin 1967.

.../...

La loi du 26 juin 1967 n'a pas prévu le cas du transporteur routier qui exerce, en même temps que les activités de transport, des activités d'auxiliaire de transport. Eu égard aux termes généraux et clairs de la loi, il n'appartient pas au Roi d'en restreindre le champ d'application en excluant de l'obligation de posséder la licence de commissionnaire de transport le transporteur routier qui exerce les activités de ce commissionnaire.

Article 2.

Cette disposition prévoit que la licence peut être refusée "lorsque le requérant ou la personne chargée de la gestion journalière de la personne morale requérante a été condamnée, en Belgique ou à l'étranger, par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée pour une des infractions qualifiées au livre II, titre III, chapitres I à V, et titre IX, chapitres I et II, du Code pénal".

Le projet reproduit ainsi l'article 5, 1°, a, de la loi. Afin d'éviter, d'une part, la répétition, dans un texte réglementaire, d'une disposition législative, et afin de faire ressortir, d'autre part, qu'il s'agit d'une condition d'octroi de la licence, il est proposé de rédiger l'article 2 comme suit :

"Article 2.-

Pour pouvoir obtenir une licence, le demandeur ou la personne chargée de la gestion journalière de l'entreprise ne peut avoir encouru aucune des condamnations mentionnées dans l'article 5, 1°, a, de la loi du 26 juin 1967".

.../...

Article 3.

§§ 1er et 2. Les mots "à la gestion journalière d'une telle entreprise" paraissent équivoques. Il ne s'agit pas, en effet, de la gestion journalière d'une société commerciale, au sens juridique de ces mots, dont il est question au début du paragraphe. Ce que le projet entend imposer, c'est la preuve d'un "stage pratique", comme le prévoit l'article 5, 1°, b, de la loi. Le projet exprimerait plus sûrement l'intention du Gouvernement si les mots "à la gestion journalière d'une telle entreprise" étaient remplacés par "à des activités définies comme étant celles du commissionnaire de transport".

Le certificat de compétence professionnelle prévu au paragraphe 2 n'a d'autre objet que de constater que le requérant satisfait aux conditions imposées par le paragraphe 1er. Ce certificat est facultatif et n'est délivré qu'à la demande du requérant.

Il est proposé de réunir les paragraphes 1er et 2 et de les rédiger comme suit :

"§ 1er. Le demandeur de la licence ou, s'il s'agit d'une personne morale, la ou les personnes physiques qui assurent ou assureront la gestion journalière de l'entreprise ou de la branche d'entreprise qui exerce ou se propose d'exercer l'activité de commissionnaire de transport, doivent faire la preuve qu'au moment de l'introduction de leur demande, ils ont participé, au cours des six années précédentes, à des activités définies comme étant celles du commissionnaire de transport, d'une façon ininterrompue pendant cinq ans au moins et d'une manière telle

.../...

qu'ils ont pu acquérir la compétence professionnelle nécessaire. La réalisation de ces conditions est attestée, à la demande du requérant, par un certificat de compétence professionnelle".

§§ 3 et 4. (qui deviendraient les §§ 2 et 3).

Le texte suivant est proposé :

"§ 2.A. Le délai de cinq ans visé au § 1er est réduit à deux ans en faveur des titulaires d'un diplôme délivré par une université ou par un établissement considéré comme une université par la législation sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires.

B. Ce délai est réduit à six mois :

1° en faveur de celui qui, ayant réussi l'examen professionnel de commissionnaire de transport, a obtenu un certificat de compétence professionnelle de commissionnaire de transport;

2° en faveur du titulaire du certificat de compétence professionnelle prévu par l'arrêté ministériel du 7 mars 1967 fixant les conditions de compétence professionnelle exigées pour la délivrance d'une autorisation générale de transport international, qui aura réussi un examen complémentaire portant sur des matières spécifiques à l'activité de commissionnaire de transport.

.../...

Le Ministre des Communications détermine les matières qui font l'objet des examens visés aux 1° et 2°, organise ces examens et constitue les jurys.

§ 3. Les certificats de compétence professionnelle visés aux §§ 1er et 2, B, 1°, sont délivrés par le Ministre des Communications ou son délégué".

Article 4.

Le texte suivant est proposé pour l'alinéa 2 :

"Les locaux doivent être d'accès facile et sans communication avec les locaux où sont exercées des activités lucratives étrangères aux activités d'auxiliaire de transport ou de transporteur".

Article 5.

Au paragraphe 1er, l'intention du Gouvernement serait plus clairement exprimée comme suit :

"§ 1er. Pour chaque licence de commissionnaire de transport, il doit être constitué un cautionnement de 200.000 francs. Toutefois, l'ensemble des cautionnements éventuellement exigés d'une même personne physique ou morale ne peut dépasser deux millions de francs".

Au paragraphe 2, les mots "à l'occasion de" doivent être remplacés par "dans".

.../...

Article 6.

Selon les explications données au Conseil d'Etat, la production des plans détaillés des locaux, prévue au paragraphe 2, 4°, n'a d'autre but que de permettre le contrôle des conditions imposées par l'article 4, alinéa 2, du projet. On n'aperçoit pas comment les plans exigés permettront un contrôle efficace de la situation des locaux.

Le texte suivant est proposé :

"Article 6.-

§ 1er. La demande de licence est adressée au Ministre des Communications ou à son délégué par lettre recommandée à la poste. Il doit être fait usage des formulaires fournis par le Ministre des Communications.

§ 2. La demande doit être accompagnée des documents ci-après :

1° un certificat de bonnes conduite, vie et moeurs, délivré depuis moins d'un mois au nom de la ou des personnes visées à l'article 2 et destiné à une administration publique;

2° les annexes au Moniteur belge publiant les actes relatifs à la société et dont la loi prescrit la publicité;

3° le ou les certificats de compétence professionnelle mentionnés à l'article 3;

4° ... (voir l'observation ci-dessus);

5° ... (comme au projet);

6° ... (comme au projet).

.../...

§ 3. Tout changement ... (comme au projet)".

Article 7.

§ 1er. Le projet ayant pour objet de soumettre désormais à l'octroi d'une licence, l'exercice des activités de commissionnaire de transport, il conviendra que les décisions que le Ministre doit prendre à cet effet le soient dans un délai raisonnable. Il est proposé de compléter la seconde phrase du paragraphe 1er par une disposition qui s'inspire de l'arrêté royal du 30 juin 1966 relatif au statut des agences de voyage et qui serait rédigée comme suit :

"Cette décision est notifiée au demandeur par lettre recommandée à la poste, dans les nonante jours de la réception de la demande de licence".

§ 2. D'autres licences d'auxiliaire de transport ne sont pas encore créées. Le § 2 est donc dépourvu de toute portée juridique actuelle et doit être omis.

Article 8.

Le texte suivant est proposé :

"Article 8.-

La licence est octroyée après la constitution du cautionnement prévu à l'article 5, § 1er".

.../...

Article 9.

Au § 1er, les mots "du présent arrêté" sont superflus.

Article 10.

Le § 1er, qui fait double emploi avec l'article 1er, alinéa 1er, doit être omis.

Article 11.

Au § 1er, alinéa 1er, la date de la loi doit être indiquée.

Les mots "dans les quinze jours" pourraient être ajoutés après le mot "notifiée", ce qui permettrait de supprimer le § 6.

A l'alinéa 2, les mots "du retrait ou" doivent être supprimés.

§§ 2 à 5. Compte tenu de l'observation faite au sujet de l'article 7, § 2, les §§ 2 à 5 ne peuvent concerner que la seule licence de commissionnaire de transport. Le § 2 devrait être précisé en ce sens. Bar ailleurs la rédaction des §§ 3 et 5 devrait être aménagée, notamment en supprimant la mention des multiples bureaux permanents et la référence à toute autre licence d'auxiliaire de transport. Le § 4 devrait être omis.

.../...

Au § 3, il n'appartient pas au Roi, eu égard à l'article 8 de la loi du 26 juin 1967, de donner au Ministre des Communications ou à son délégué, le pouvoir de statuer d'office à défaut d'un avis motivé du bureau permanent dans un délai déterminé. Cette hypothèse doit être réglée par les juridictions compétentes en faisant application des prin-- cipes généraux du droit.

Compte tenu de ces observations, la rédaction suivante est proposée pour l'article 11 :

"Article 11.-

§ 1er. Dans les cas prévus aux articles 6 et 11 de la loi du 26 juin 1967 relative au statut des auxiliaires de transport de marchandises, la licence peut être suspendue ou retirée par le Ministre des Communications ou son délégué, par décision motivée, notifiée dans les quinze jours par lettre recommandée à la poste et après avis motivé du bureau permanent du Comité consultatif des commissionnaires de transport.

La durée de la suspension est fixée par le Ministre des Communications ou son délégué, compte tenu de la gravité de l'infraction et sur avis motivé du bureau permanent du Comité consultatif des commissionnaires de transport.

§ 2. En cas d'infraction grave, toutes les licences délivrées, à une même personne physique ou morale, en exécution du présent arrêté, peuvent être suspendues ou retirées.

.../...

§ 3. Lorsque le Ministre des Communications ou son délégué se propose de suspendre ou de retirer la licence, il avise l'intéressé, par lettre recommandée à la poste, du motif de la mesure envisagée et saisit, en même temps, le bureau permanent du Comité consultatif des commissionnaires de transport.

§ 4. Le bureau permanent du Comité consultatif des commissionnaires de transport n'émet son avis motivé qu'après avoir invité l'intéressé, par lettre recommandée à la poste, cinq jours ouvrables au moins avant la date fixée pour l'examen de l'affaire, à comparaître en personne ou par mandataire porteur des pièces.

L'intéressé peut se faire assister par une personne de son choix à la séance à laquelle il a été convoqué et remettre un mémoire écrit".

Article 12.

A l'alinéa 1er du § 1er, les mots "conformément à l'article 11, § 6, ci-dessus" devraient être omis.

A l'alinéa 3 du même paragraphe, il y a lieu d'écrire : "... mandataire porteur des pièces".

*

Pour les raisons exposées à propos de l'article 7, § 1er, le § 2 doit être omis.

*

.../...

Selon les explications données au Conseil d'Etat, le recours prévu est suspensif. L'article 12 devrait donc être complété par un paragraphe rédigé comme suit :

"§ 3. Le recours est suspensif".

Article 14.

Au § 2, les mots "En exécution des dispositions du paragraphe qui précède" doivent être omis.

Article 15.

Il est proposé de rédiger comme suit le début du § 1er de cet article :

"§ 1er. Les redevances prévues à l'article 10, 4°, de la loi du 26 juin 1967 sont fixées comme suit :

1° une redevance annuelle fixe de 3.000 francs pour la licence;".

Au § 2, les mots "perçues par le Ministre ou son fonctionnaire délégué" doivent être cmis.

*

Le chapitre VIII "Dispositions transitoires", comprenant l'article 16, doit figurer après le chapitre X.

Au § 1er de l'article 16 précité, il y a lieu de remplacer le mot "parution" par "publication".

.../...

Article 17, § 1er.

Selon les explications données au Conseil d'Etat, l'autorisation temporaire dont il est question dans le § 1er ne peut être accordée qu'au conjoint et aux enfants de la personne qui était titulaire de la licence. Le projet devrait être précisé en ce sens.

La rédaction suivante est proposée pour le § 1er :

"§ 1er. En cas de décès ou d'incapacité physique ou légale de la personne physique remplissant les conditions de l'article 3, le Ministre des Communications ou son délégué peut autoriser le conjoint et les enfants de cette personne à poursuivre à titre provisoire l'exploitation de l'entreprise de commissionnaire de transport, pendant une période d'un an qui peut être prorogée de six mois au maximum".

§ 2. Les mots "En outre" doivent être omis et les mots "... le conjoint ou les enfants ..." doivent être remplacés par "... le conjoint et les enfants ...".

§ 3. La fin du § 3 devrait être rédigée comme suit : "... faute de quoi la licence est retirée par le Ministre des Communications ou son délégué, qui statue dans les trois mois".

§ 4. Ce paragraphe devrait être rédigé comme suit :

.../...

"§ 4. L'avis prescrit au § 3 doit être adressé au Ministre des Communications ou à son délégué dans les formes prévues à l'article 6. Toutefois, le certificat de compétence professionnelle prévu à l'article 6, § 2, 3°, ne doit pas être joint".

§ 5. Les mots "ci-dessus" doivent être omis.

Article 18.

Les mots "du présent arrêté" doivent être omis.

Article 19.

Le recours étant suspensif, il est inutile de mentionner, dans l'article 19, § 2, la personne qui a introduit un recours. Cette disposition devrait, dès lors, être rédigée de la manière suivante :

"§ 2. Les personnes physiques ou morales bénéficiant des mesures transitoires prévues à l'article 16 peuvent continuer à faire usage des appellations mentionnées au § 1er jusqu'à la notification d'une éventuelle décision définitive de refus de la licence".

Krachtens de wet van 26 juni 1967 betreffende het statuut van de tussenpersonen op het gebied van het goederenvervoer kan de Koning de uitoefening van sommige beroepen op het gebied van het goederenvervoer "afhankelijk stellen van het bezit van een vergunning" (artikel 2).

De vergunning wordt slechts verleend indien voldaan is aan voorwaarden, welke de Koning binnen de in de wet bepaalde grenzen vaststelt nadat hij het advies van raadgevende comités heeft ingewonnen.

Die voorwaarden hebben betrekking hetzij op de aanvrager zelf of op de persoon die met het beheer van de onderneming is belast, zoals de voorwaarden inzake het ontbreken van bepaalde veroordelingen of inzake de beroepsbekwaamheid, hetzij op de onderneming, zoals de voorwaarden in verband met de lokalen waar het beroep wordt uitgeoefend of met de financiële mogelijkheden.

De vergunning kan geweigerd, geschorst of ingetrokken worden, in de door de wet bepaalde gevallen, volgens een door de Koning vastgestelde procedure. Die procedure moet de rechten van de verdediging vrijwaren en administratief beroep beroep mogelijk maken.

De raadgevende comités brengen advies uit zowel over het verlenen als over de weigering, de schorsing of de intrekking van een vergunning.

De Koning kan diverse maatregelen nemen waarvan het onderwerp in de wet is bepaald en die onder meer betrekking hebben op de verplichting om statistische gegevens te verstrekken of om onderzoeks- en controlemaatregelen te gedogen, en op het bedrag van de ten bate van de Staat te innen retributies.

.../...

Het ontwerp-koninklijk besluit, dat steunt op de wet van 26 juni 1967 waarvan de voornaamste bepalingen hiervoren zijn opgesomd, heeft tot doel de vergunning van vervoercommissionair in te voeren. Het is de eerste maal dat werkzaamheden van tussenpersonen op het gebied van het goederenvervoer overeenkomstig de genoemde wet worden geregeld.

In de zin van de wet, en dus ook voor de toepassing van het ontwerp-besluit, wordt geacht vervoercommissionair te zijn "elke natuurlijke of rechtspersoon die, tegen vergoeding, de verbintenis aangaat een transport van goederen te verrichten en dit transport in eigen naam door derden doet uitvoeren" (artikel 1 van de wet).

Het ontwerp eist het bezit van een vergunning voor wie de werkzaamheid van vervoercommissionair wil uitoefenen (artikel 1), bepaalt de voorwaarden voor toekenning van de vergunning zowel wat de personen als wat de ondernemingen betreft (artikelen 2 tot 5), regelt de procedure voor het verlenen (artikelen 6 tot 10) en voor het intrekken en schorsen (artikel 11) van de vergunning, organiseert het beroep tegen de beslissingen (artikel 12), bepaalt de verplichtingen van de vergunninghouders (artikelen 13 en 14), stelt de retributies vast (artikel 15), bevat overgangs- en vrijstellingsmaatregelen (artikelen 16 en 17) en maatregelen tot bescherming van titels en benamingen (artikel 19).

*

* *

.../...

Opschrift.

Voorgesteld wordt het opschrift als volgt te lezen :

"Koninklijk besluit tot instelling van de vergunning van vervoercommissionair".

Aanhef.

In de aanhef moet melding worden gemaakt van het akkoord van de Staatssecretaris voor Begroting, met opgave van de datum waarop het is gegeven (13 februari 1975).

*

Het tweede lid, dat verwijst naar een besluit dat in genen dele rechtsgrond voor het ontwerp oplevert, kan zonder bezwaar vervallen.

Artikelen.

Het opschrift van hoofdstuk I zou beter luiden : "Algemene bepalingen".

De opschriften die voorafgaan aan de artikelen 2 tot 5 zouden moeten vervallen.

.../...

Artikel 1.

Voor § 1 van dit artikel wordt de volgende tekst voorgesteld :

"§ 1. Niemand mag de werkzaamheid van vervoercommissionair, die omschreven is in artikel 1, 1°, van de wet van 26 juni 1967 betreffende het statuut van de tussenpersonen op het gebied van het goederenvervoer, uitoefenen tenzij hij houder is van een vergunning die overeenkomstig de bepalingen van dit besluit is afgegeven door de Minister van Verkeerswezen of zijn gemachtigde".

De term "Minister van Verkeerswezen of zijn gemachtigde" moet in het hele ontwerp op eenvormige wijze worden gebruikt.

§ 2. Het is niet juist te zeggen dat de "aktiviteiten van vervoercommissionair worden uitgeoefend door exploitatiezetels van een onderneming". Het ontwerp beoogt het geval dat de bedrijvigheid wordt uitgeoefend in filialen.

Voorgesteld wordt de tekst als volgt te redigeren :

"§ 2. Wanneer de werkzaamheid van vervoercommissionair wordt uitgeoefend in verschillende zetels van een onderneming die van een zelfde natuurlijke persoon of rechtspersoon afhangt, moet voor iedere exploitatiezetel een vergunning worden gevraagd. In zijn aanvraag geeft de aanvrager op eigen verantwoordelijkheid de lijst van zijn exploitatiezetels op".

.../...

§ 3. Voorgesteld wordt :

"§ 3. De vergunning is persoonlijk en kan niet worden overgedragen".

§ 4. Deze bepaling houdt buiten de toepassing van het ontwerp-besluit "de bedrijvigheid welke er voor een wegvervoerder in bestaat vracht af te staan aan een andere wegvervoerder of aan een vervoercommissionair" voor zover daarbij de in het ontwerp bepaalde voorwaarden in acht worden genomen.

Ofwel beantwoordt de in § 4 bedoelde bedrijvigheid aan de in artikel 1 van de wet gegeven definitie van de werkzaamheden van de vervoercommissionair, ofwel beantwoordt zij daar niet aan.

In het eerste geval is het niet duidelijk hoe de Koning, als hij eenmaal besluit een vergunning te eisen voor het uitoefenen van een der in de wet bedoelde werkzaamheden, uit die werkzaamheden een keuze zou kunnen doen, en besluiten dat een bepaalde werkzaamheid of een bepaald aspect daarvan niet onder de toepassing van de wet valt. De wet van 26 juni 1967 geeft aan de Koning immers geen andere bevoegdheid dan die

.../...

om te besluiten of voor het uitoefenen van de in artikel 1 omschreven werkzaamheid al dan niet een vergunning vereist is; zij staat hem niet toe een bepaalde wijze van uitoefening van de wettelijk bepaalde werkzaamheid buiten de toepassing van de wet te houden. Hoeveel armslag de wetgever ook heeft gelaten voor de uitvoering van de wet, artikel 67 van de Grondwet laat niet toe dat de Koning de wetten schorst of vrijstelling van hun uitvoering verleent.

In het tweede geval - dus wanneer de in § 4 vermelde bedrijvigheid niet zou vallen onder de in artikel 1 van de wet gegeven omschrijving - is § 4 overbodig, want dan zou de wet vanzelfsprekend op dat geval geen toepassing vinden.

Er steekt overigens iets tegenstrijdigs in, dat de uitoefening van de in § 4 bepaalde werkzaamheid buiten de toepassing van de wet wordt gehouden terwijl voor die uitsluiting voorwaarden worden gesteld welke de wet of het ontwerp-besluit aan de vergunninghouders opleggen (§ 4, b en c). Valt die werkzaamheid buiten de werkingssfeer van de wet en wordt zij dus door geen enkele wetsbepaling geregeld, dan verzet bovendien het beginsel van de vrijheid van handel en nijverheid zich ertegen dat verordeningsbepalingen de vrijheid ervan beperken.

In feite komt het nooit voor dat een wegvervoerder zijn werkzaamheid beperkt tot die van gewoon vervoerder, van "vrachtrijder". In de praktijk aanvaardt hij de vracht altijd, ook al moet hij ze geheel of gedeeltelijk aan een andere vervoerder overdragen, maar op zijn eigen naam, hetgeen de werkzaamheid van vervoercommissionair in de zin van de wet van 26 juni 1967 uitmaakt.

.../...

De wet van 26 juni 1967 heeft niet voorzien in het geval van de wegvervoerder die, samen met de transportwerkzaamheden ook werkzwaamheden van tussenpersoon op het gebied van het vervoer uitoefent. Gelet op de algemene en duidelijke bewoordingen van de wet komt het de Koning niet toe, de werkingssfeer ervan te beperken door het bezit van de vergunning van vervoercommissionair niet op te leggen aan de wegvervoerder die de werkzaamheden van die commissionair uitoefent.

Artikel 2.

Deze bepaling stelt dat de vergunning kan worden geweigerd "indien de aanvrager of de persoon die het dagelijks beheer van de aanvragende rechtspersoon waarneemt, in België of in het buitenland werd veroordeeld door een in kracht van gewijsde gegane beslissing voor een der overtredingen bedoeld in boek II, titel III, hoofdstukken I tot V, en titel IX, hoofdstukken I en II, van het Strafwetboek".

Het ontwerp herhaalt hier artikel 5, 1°, a, van de wet. Ten einde te voorkomen dat een wetsbepaling in een verordeningstekst wordt herhaald, en ook om te doen uitkomen dat het gaat om een voorwaarde voor het toekennen van de vergunning, stelle men artikel 2 als volgt :

"Artikel 2.-

De aanvrager of de met het dagelijks beheer van de onderneming belaste persoon die een vergunning wil verkrijgen, mag geen van de in artikel 5, 1°, a, van de wet van 26 juni 1967 genoemde veroordelingen hebben opgelopen".

.../...

Artikel 3.

§§ 1 en 2. De woorden "aan de uitoefening van het dagelijks beheer van zulk een onderneming" lijken dubbelzinnig. Waar het om gaat is niet het dagelijks beheer van een handelsvennootschap, in de juridische betekenis van die woorden, waarvan sprake is in het begin van de paragraaf. Wat het ontwerp wil opleggen is het bewijs van een "praktische proeftijd", zoals die voorgeschreven is in artikel 5, 1°, b, van de wet. De bedoeling van de Regering zou beter tot uiting komen als de woorden "aan de uitoefening van het dagelijks beheer van zulk een onderneming" in het ontwerp werden vervangen door "aan een werkzaamheid welke omschreven is als die van de vervoercommissionair".

Het in § 2 bedoelde getuigschrift van vakbewaamheid heeft geen ander doel dan vast te stellen dat de aanvrager aan de voorwaarvan van § 1 voldoet. Het is facultatief en wordt alleen op aanvraag afgegeven :

Voorgesteld wordt, beide paragrafen tot één samen te voegen, als volgt :

"§ 1. De vergunningaanvrager of, als het een rechtspersoon betreft, de natuurlijke persoon of personen die instaan of zullen instaan voor het dagelijks beheer

.../...

van de onderneming of de ondernemingstak die de werkzaamheid van vervoercommissionair uitoefent of voornemens is uit te oefenen, moeten het bewijs leveren dat zij op het tijdstip waarop zij hun aanvraag indienen, in de laatste zes jaar ononderbroken gedurende ten minste vijf jaar op zodanige wijze deelgenomen hebben aan een werkzaamheid welke omschreven is als die van een vervoercommissionair, dat zij de nodige vakbekwaamheid hebben kunnen verkrijgen. Dat die voorwaarden vervuld zijn, wordt op verzoek van de aanvrager vastgesteld in een getuigschrift van vakbekwaamheid".

§§ 3 en 4 (die 2 en 3 zouden worden).

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"§ 2.A. De in § 1 bepaalde periode van vijf jaar wordt tot twee jaar verminderd voor houders van een diploma dat is afgegeven door een universiteit of door een inrichting die als universiteit wordt beschouwd in de wetgeving op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens.

B. Die periode wordt tot zes maanden verminderd :

1° voor hen die geslaagd zijn voor het beroepsexamen van vervoercommissionair en een getuigschrift van vakbekwaamheid als vervoercommissionair hebben verkregen;

.../...

2° voor de houders van het getuigschrift van vakbekwaamheid, bedoeld in het ministerieel besluit van 7 maart 1967 houdende bepaling van de inzake vakbekwaamheid gestelde eisen voor de afgifte van een algemene vergunning voor internationaal vervoer, die geslaagd zijn voor een aanvullend examen over vakken die eigen zijn aan de werkzaamheid van vervoercommissionair.

De Minister van Verkeerswezen bepaalt de stof van de in 1° en 2° bedoelde examens, organiseert die examens en stelt de examencommissies samen.

§ 3. De getuigschriften van vakbekwaamheid die bedoeld zijn in de §§ 1 en 2, B, 1°, worden afgegeven door de Minister van Verkeerswezen of zijn gemachtigde".

Artikel 4.

Voor dit artikel wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 4.-

De werkzaamheid waarvoor de vergunning wordt afgegeven, dient te worden uitgeoefend in lokalen die uitsluitend daartoe of tot ermee samenhangende werkzaamheden op het gebied van goederen of personenvervoer bestemd zijn.

De lokalen moeten gemakkelijk te bereiken zijn en mogen niet in verbinding staan met lokalen waar een winstgevende werkzaamheid wordt uitgeoefend die niets uit te staan heeft met die van tussenpersoon op het gebied van het vervoer of met die van vervoerder".

.../...

Artikel 5.

In § 1 zou de bedoeling van de Regering beter tot uiting komen indien de tekst als volgt werd gerediGeerd :

"§ 1. Voor iedere vergunning van vervoercommissionair moet een borgtocht van 200.000 frank worden gesteld. De gezamenlijke borgtochten die eventueel van een zelfde rechtspersoon of natuurlijke persoon worden geëist, mogen twee miljoen frank niet overschrijden".

In § 2 schrijve men "werkzaamheden" in plaats van "bedrijvigheden".

Artikel 6.

Naar aan de Raad van State is verklaard, heeft de in § 2, 4°, bedoelde overlegging van de gedetailleerde plannen van de lokalen alleen tot doel gelegenheid te scheppen om na te gaan of aan de voorwaarden van artikel 4, tweede lid, van het ontwerp voldaan is. Het is niet duidelijk hoe aan de hand van die plannen een doeltreffende controle kan worden uitgeoefend op de toestand van de lokalen.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 6.-

§ 1. De vergunningaanvraag wordt bij een ter post aangetekende brief aan de Minister van Verkeerswezen

.../...

of diens gemachtigde gezonden. Daarbij moet gebruik worden gemaakt van de door de Minister van Verkeerswezen verstrekte formulieren.

§ 2. Bij de aanvraag moeten de volgende stukken worden gevoegd :

1° een voor een openbaar bestuur bestemd getuigschrift van goed zedelijk gedrag dat sedert minder dan een maand afgegeven is op naam van de in artikel 2 bedoelde persoon of personen;

2° de bijlagen van het Belgisch Staatsblad, bevattende de akten betreffende de vennootschap waarvan de bekendmaking door de wet is voorgeschreven;

3° het getuigschrift of de getuigschriften van vakbekwaamheid, vermeld in artikel 3;

4° ... (zie de hiervoren gemaakte opmerking);

5° ... (zoals in het ontwerp);

6° ... (zoals in het ontwerp).

§ 3. Iedere wijziging ... (zoals in het ontwerp)".

Artikel 7.

§ 1. Daar het ontwerp ertoe strekt voortaan een vergunning te eisen voor de uitoefening van de werkzaamheid van vervoercommissionair, zullen de beslissingen welke de

.../...

Minister in dat verband zal moeten nemen, binnen een redelijke tijd tot stand dienen te komen. Voorgesteld wordt, de tweede volzin van § 1 aan te vullen met een bepaling als voorkomt in het koninklijk besluit van 30 juni 1966 betreffende het statuut van de reisbureaus; zij kan als volgt luiden :

"Van deze beslissing wordt bij een ter post aangetekende brief aan de aanvrager kennis gegeven binnen negentig dagen na ontvangst van de vergunningaanvraag".

§ 2. Andere vergunningen voor tussenpersonen op het gebied van het vervoer zijn nog niet ingevoerd. Paragraaf 2 heeft dan ook thans geen rechtsinhoud en moet vervallen.

Artikel 8.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 8.-

De vergunning wordt verleend nadat de in artikel 5, § 1, bepaalde borgtocht is gesteld".

Artikel 9.

In § 1 zijn de woorden "van dit besluit" overbodig.

.../...

In § 2 schrijve men : "op elk aan derden gericht document dat betrekking heeft op de werkzaamheden bepaald ...".

Artikel 10.

De bepaling van § 1 doubleert met artikel 1, eerste lid, en moet dus vervallen.

Artikel 11.

In § 1, eerste lid, moet de datum van de wet worden vermeld.

Vóór de woorden "ter kennis gebracht" zouden de woorden "binnen vijftien dagen" kunnen worden ingevoegd; § 6 kan dan vervallen.

In het tweede lid vervange men de woorden "De termijn voor intrekking of schorsing is vastgesteld" door "De duur van de schorsing wordt vastgesteld".

§§ 2 tot 5. Met inachtneming van hetgeen is opgemerkt in verband met artikel 7, § 2, mogen de §§ 2 tot 5 alleen betrekking hebben op de vergunning van vervoercommissionair. Paragraaf 2 zou in die zin moeten worden gepreciseerd. De tekst van de §§ 3 en 5 zou moeten worden aangepast; met name de vermelding van de verschillende vaste bureaus en de verwijzing naar enige andere vergunning van tussenpersoon in het vervoer zouden moeten worden geschrapt. Paragraaf 4 dient te vervallen.

.../...

Gelet op artikel 8 van de wet van 26 juni 1967, komt het de Koning niet toe in § 3 aan de Minister van Verkeerswezen of diens gemachtigde de bevoegdheid te verlenen om ambtshalve te beslissen als het vast bureau zijn met redenen omkleed advies niet binnen een bepaalde termijn heeft uitgebracht. Dat geval moet door de bevoegde gerechten worden geregeld aan de hand van de algemene rechtsbeginselen.

Met inachtneming van deze opmerkingen wordt voorgesteld artikel 11 als volgt te redigeren :

"Artikel 11.-

§ 1. In de gevallen bedoeld in de artikelen 6 en 11 van de wet van 26 juni 1967 betreffende het statuut van de tussenpersonen op het gebied van het goederenvervoer, kan de Minister van Verkeerswezen of zijn gemachtigde de vergunning schorsen of intrekken bij een met redenen omklede beslissing, waarvan bij een ter post aangetekende brief binnen vijftien dagen kennis wordt gegeven, en na een met redenen omkleed advies van het vast bureau van het Raadgevend Comité van vervoercommissionairs.

De duur van de schorsing wordt door de Minister van Verkeerswezen of zijn gemachtigde vastgesteld met inachtneming van de ernst van de overtreding, op met redenen omkleed advies van het vast bureau van het Raadgevend Comité van vervoercommissionairs.

§ 2. In geval van zware overtreding kunnen alle vergunningen die op grond van dit besluit aan een zelfde natuurlijke persoon of rechtspersoon zijn verleend, geschorst of ingetrokken worden.

.../...

§ 3. Wanneer de Minister van Verkeerswezen of zijn gemachtigde zich voorneemt de vergunning te schorsen of in te trekken, geeft hij de betrokkene bij een ter post aangetekende brief kennis van de reden van de voorgenomen maatregel en maakt hij tevens de zaak aanhangig bij het vast bureau van het Raadgevend Comité van vervoercommissionairs.

§ 4. Het vast bureau van het Raadgevend Comité van vervoercommissionairs brengt zijn met redenen omkleed advies eerst uit nadat het de betrokkene bij een ter post aangetekende brief, ten minste vijf werkdagen vóór de voor het onderzoek van de zaak vastgestelde datum, heeft uitgenodigd te verschijnen, hetzij in persoon, hetzij bij gemachtigde, houder van de stukken.

De betrokkene kan zich op de zitting waarvoor hij is opgeroepen, laten bijstaan door een persoon naar zijn keuze, en een schriftelijke memorie neerleggen".

Artikel 12.

In het eerste lid van § 1 zouden de woorden "overeenkomstig artikel 11, § 6, hierboven" moeten vervallen.

Het derde lid van dezelfde paragraaf leze men als volgt :

"Het Comité brengt zijn met redenen omkleed advies eerst uit nadat het de betrokkene bij een ter post aangetekende brief, ten minste vijf werkdagen vóór de voor

.../...

het onderzoek van de zaak vastgestelde datum, heeft uitgenodigd te verschijnen, hetzij in persoon, hetzij bij gemachtigde, houder van de stukken".

*

Om de redenen die zijn opgegeven bij artikel 7, § 1, moet § 2 vervallen.

*

Naar aan de Raad van State is verklaard, heeft het bedoelde beroep schorsende kracht. Artikel 12 zou dan ook moeten worden aangevuld met een paragraaf die als volgt kan worden geredigeerd :

"§ 3. Het beroep heeft schorsende kracht".

Artikel 14.

In § 2 moeten de woorden "Ter uitvoering van de bepalingen van voorgaande paragraaf" vervallen.

Artikel 15.

Voorgesteld wordt het begin van § 1 van dit artikel als volgt te redigeren :

"§ 1. De retributies bedoeld in artikel 10, 4°, van de wet van 26 juni 1967 zijn bepaald als volgt :

.../...

1° een vaste jaarlijkse retributie van 3.000 frank voor de vergunning;".

In § 2 moeten de woorden "worden door de Minister van Verkeerswezen of zijn gemachtigde geïnd en" vervallen.

*

Hoofdstuk VIII "Overgangsmaatregelen", met artikel 16, moet na hoofdstuk X komen.

In § 1 van artikel 16 vervange men "binnen de zes maanden" door "binnen zes maanden" en "bedrijvigheden" en "bedrijvigheid" door "werkzaamheid".

Artikel 17, § 1.

Naar aan de Raad van State is verklaard, kan de in § 1 bedoelde tijdelijke vergunning slechts aan de echtgenoot en de kinderen van de vergunninghouder worden verleend. Het ontwerp zou in die zin moeten worden verduidelijkt.

Voorgesteld wordt § 1 als volgt te redigeren :

"§ 1. In geval van overlijden, van lichamelijke ongeschiktheid of van wettelijke onbekwaamheid van de natuurlijke persoon die voldoet aan de voorwaarden van artikel 3, kan de Minister van Verkeerswezen of zijn gemachtigde de echtgenoot en de kinderen van die persoon toestaan de exploitatie van de onderneming van vervoercommissionair voorlopig voort te zetten gedurende een periode

.../...

van een jaar, die met ten hoogste zes maanden kan worden verlengd".

§ 2. Het woord "bovendien" moet worden geschrapt; in plaats van "toelaten ... definitief te laten voortzetten" schrijve men "definitief toestaan ... dat ... wordt voortgezet", en men vervange de woorden "de echtgenoot of de kinderen" door "de echtgenoot en de kinderen".

§ 3. Het slot van § 3 zou als volgt moeten worden geredigeerd : "... staking van de werkzaamheid, zo niet dan wordt de vergunning ingetrokken door de Minister van Verkeerswezen of zijn gemachtigde, die binnen drie maanden beslist".

§ 4. Deze paragraaf zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"§ 4. De in § 3 voorgeschreven kennisgeving moet aan de Minister van Verkeerswezen of aan zijn gemachtigde worden gezonden in de vormen bepaald in artikel 6. Het getuigschrift van vakbekwaamheid bedoeld in artikel 6, § 2, 3°, moet echter niet worden meegezonden".

§ 5. Het woord "hierboven" moet worden geschrapt.

Artikel 18.

De woorden "van dit besluit" moeten vervallen.

/

.../...

Artikel 19.

Aangezien het beroep schorsende kracht heeft, is het onnodig in artikel 19, § 2, melding te maken van de persoon die beroep heeft ingesteld. Deze bepaling zou derhalve als volgt moeten worden geredigeerd :

"§ 2. De natuurlijke personen of rechtspersonen die het voordeel genieten van de overgangsmaatregelen bepaald in artikel ... mogen de in § 1 vermelde benamingen blijven gebruiken tot kennis wordt gegeven van een eventuele definitieve beslissing tot weigering van de vergunning".

Artikel 20.

Men leze "Dit besluit" in plaats van "Onderhavig besluit".

La chambre était composée de

Messieurs : J. MASQUELIN, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
J. van den BOSSCHE, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,

C. DESCHAMPS, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J. van den BOSSCHE.
Le rapport a été présenté par M. J. COOLEN, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. van den BOSSCHE.
Het verslag werd uitgebracht door de H. J. COOLEN, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. J. MASQUELIN.